

Le Petit Journal

Bureaux: rue Confort, 14, à Lyon

Abonnements Lyon et Rhône

TROIS MOIS.... 5 FR.
SIX MOIS..... 9 FR.
UN AN..... 18 FR.

LYONNAIS

UN NUMÉRO: CINQ CENTIMES

Abonnements Départements

TROIS MOIS.... 6 FR.
SIX MOIS..... 12 FR.
UN AN..... 24 FR.

Dimanche 9 Octobre 1870

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(Service spécial du Petit Journal).

Tours, 8 octobre, 2 h. 15, soir.

M. Gambetta, ministre de l'intérieur, est arrivé à Amiens, en ballon. Il est attendu à Tours demain matin.

Les élections sont ajournées indéfiniment.

C. F.

LA GUERRE

Tours, 7 octobre.

Une lettre de M. Glais-Bizoin du 6 septembre à ses électeurs des Côtes-du-Nord, expliquant son impossibilité à aller demander les suffrages en personne, insiste sur la nécessité d'éviter des discordes civiles, exprime sa confiance dans une prompte délivrance de la France.

Elle dit que dans quelques semaines, deux armées de 200,000 hommes, peut-être de 300,000 chacune, sans compter les réserves, seront en position de marcher pour délivrer Paris.

Le gouvernement a reçu des renseignements encourageants des départements relativement à l'énergie croissante des populations. La résolution des paysans est de harasser les Prussiens et de couper leurs approvisionnements.

La réorganisation de l'armée avance activement.

Des zouaves pontificaux sont arrivés à Tours. Ils ont un cadre complet d'officiers et formeront un corps d'élite de 5 ou 6,000 combattants.

Le bataillon des zouaves pontificaux, de retour de Rome, avait d'abord séjourné à Marseille, puis à Tarascon.

LE SIÈGE DE PARIS

Le *Preussische Staatsanzeiger* (Journal officiel prussien) donne, au sujet des opérations qui se préparent devant Paris, les indications suivantes: Neuf corps d'armée seront installés à intervalles autour de la ville dans des camps de tentes et de bagages, munis des retranchements nécessaires et reliés par un télégraphe.

La cavalerie parcourra incessamment les intervalles de ces camps, pour couper absolument toute communication entre la ville et le dehors.

L'attaque principale sera dirigée du côté du sud contre les forts d'Ivry, de Bietre et Charenton.

Assitôt que le fort d'Ivry sera tombé entre les mains des assiégeants, l'armée poussera contre le faubourg de Bercy et occupera les ponts de Bercy et d'Austerlitz, naturellement si les Français eux-mêmes ne les ont pas fait sauter auparavant.

En même temps, de fortes colonnes s'avanceront contre les faubourgs de Belleville au nord-est, et d'Auteuil au sud-est, celles-ci sortant de Saint-Cloud et du bois de Boulogne.

Nous publions ces renseignements émanant de l'ennemi, en faisant les réserves les plus expresses.

Les Prussiens sont trop habiles pour nous avertir sincèrement de leurs projets.

Ils disent: Nous attaquerons le sud,

sans cesser de veiller de ce côté, portons toute notre attention vers l'ouest, du côté de Vanves, Issy, Vaugirard.

Il n'y a pas d'inconvénient à dire que c'est le côté faible de Paris. Les Prussiens le savent si bien qu'ils se sont, dès le début, solidement assis dans de redoutables positions; Châtillon, Thiais, Noisy, etc., tout le versant sud des hauteurs de Clamart-Meudon.

Une dépêche de Tours nous rassure, toutefois. Il y est dit:

On assure que les canons des forts détachés ont une portée de 8,000 mètres.

Conséquemment, il serait impossible aux batteries ennemies de s'approcher assez près pour bombarder Paris.

LA VICTOIRE DE TOURY

RAPPORT OFFICIEL.

Chevilly, 5 octobre, 6 h. 5 m., soir. Général Royam au ministre de la guerre, Tours.

Parti aujourd'hui, 5 octobre, de Chevilly, à 3 heures du matin, je me suis dirigé, avec 3 brigades de cavalerie et de l'infanterie, sur Toury. Chaque brigade ayant une demi-batterie.

Arrivé vers 7 heures, à 3 ou 4 kilomètres de Toury, devant le village de Chaus-sis, l'escadron du 6^e hussards, qui était en avant-garde, a entouré le village, s'est jeté sur les avant-postes ennemis, et leur a enlevé 5 prisonniers du régiment royal bavarois.

L'artillerie ennemie, forte de 10 pièces de 42, établie en position à Toury, a atteint avec beaucoup de justesse nos batteries, neuf canons de 4 seulement. La demi-batterie de la brigade Longue-rue a eu, dès le commencement de l'action, ses pièces démontées, ainsi que tués deux officiers du 6^e hussard.

Le chef d'escadron Loytet et le sous-lieutenant Bourgoing ont été grièvement blessés. Dans la brigade Ressayre, plusieurs obus sont tombés dans le 9^e cuirassiers, formé en colonne serrée, et ont atteint trois hommes et trois chevaux. Malgré ces feux très-bien dirigés, le mouvement en avant s'est continué.

Le village de Toury a été tourné sur la droite par la brigade Ressayre. La cavalerie ennemie, forte de 4 à 5,000 hommes, appuyée par 2,000 hommes d'infanterie, a été obligée de battre en retraite en prenant la route de Paris. Nous l'avons poursuivie pendant 3 ou 4 kilomètres en avant de Toury, échangeant encore quelques boulets avec l'ennemi, qui se retirait avec beaucoup de rapidité.

J'ai dû arrêter alors le mouvement en avant; les troupes étaient accablées de fatigue, la brigade Michel ayant marché depuis minuit, les autres depuis 3 heures du matin, hommes et chevaux n'ayant ni bu ni mangé.

Là j'ai reconnu la force exacte de l'ennemi et la présence depuis huit jours du prince Albert, des princes de Saxe-Meiningen et de Saxe-Altenbourg, qui avaient quitté Toury à 8 heures du matin, dès notre première attaque.

J'ai fait saisir un parc de bestiaux, 147 vaches, 52 moutons réunis par l'ennemi, et je l'ai fait diriger immédiatement sur Arthenay.

Aussitôt que je le pourrai, je vous adresserai un rapport plus détaillé sur cette affaire, dans laquelle chacun a fait son devoir.

Pour copie conforme:
Le directeur général délégué,
C. LAURIER.

CONSÉQUENCES DE LA VICTOIRE

Ces conséquences sont l'abandon par les Prussiens des départements du Loiret, d'Eure-et-Loir et de l'Eure. Nos prévisions d'hier sont confirmées par les dépêches d'aujourd'hui.

Tours, 8 octobre.

Une dépêche officielle de Bellegarde (Loiret), 7 h. du soir, porte:

Aucun engagement n'est signalé depuis le combat de Toury qui, on se le rappelle, a eu lieu le 5 octobre.

Pithiviers est occupé par les Français. 60 ulhans sont entrés à Malesherbes aujourd'hui 7, demandant s'il y a des troupes françaises ou des francs-tireurs dans les environs.

Les Prussiens sont signalés à Sermaises, à 14 kil. de Pithiviers.

Evreux, 7 octobre.

L'ennemi semble renoncer à marcher sur Evreux (Eure), et se replie sur Mantres (Seine-et-Oise).

L'AVALANCHE DES PRUSSIENS

Nous avons eu le sentiment exact de la situation, lorsque, depuis cinq jours, nous montrons les Prussiens se répandant dans toutes les directions, et essayant de séparer le midi de la France de Paris, afin d'empêcher nos armées de se porter sur le Nord au secours de Metz et de Paris.

Avec la rapidité d'exécution qui les caractérise, les Prussiens ont commencé à mettre ce plan en pratique.

Dans le Loiret et l'Eure-et-Loir, c'est-à-dire dans leur marche sur Tours, ils ont été arrêtés net.

Notre victoire de Toury les a surpris et décontenancés. Il en sera partout de même, nous l'espérons bien.

Notons leurs diverses incursions:

EN NORMANDIE

Tours, 7 octobre.

Les Prussiens semblent vouloir avancer en Normandie.

Toutes les mesures sont prises pour couper les vivres et enlever les bestiaux envoyés du centre de la France ou de l'Angleterre.

Le Havre est bien défendu.

10,000 hommes de troupes d'élite, venant d'Algérie, sont attendus prochainement.

Rouen, 7 octobre.

Les Prussiens venus à Gisors (Eure) ont été repoussés par les gardes nationales.

2,000 Prussiens et de l'artillerie ont campé dans le bois de Gisors.

Nous avons dit hier que les Prussiens étaient entrés dans l'Eure par Vernon et Pacy.

Leur marche en avant n'a pas réussi, comme on le voit.

EN PICARDIE

Saint-Quentin, 7 octobre.

L'ennemi semble renoncer à marcher sur Saint-Quentin pour aller assiéger Soissons, qui résistera sérieusement.

Epinal, 6 octobre, soir.

Un combat a eu lieu toute la journée entre Laon et Bruyères, contre 8 à 10,000 Prussiens, avec de l'artillerie, sans résultat.

Le général Dupré a été blessé. Nous avons gardé nos positions. Les gardes nationales se joignent aux troupes. Saint-Quentin, Soissons, Laon et Bruyères sont dans le département de l'Aisne.

Troyes, 6 octobre.

Le département de l'Aube est libre.

EN MARCHÉ SUR LYON

Une dépêche du général Cambriels annonce que l'ennemi marche sur Neuf-Brisach (Haut-Rhin).

Les villages depuis Challampe sont occupés par beaucoup de troupes.

Des escarmouches ont eu lieu, le 5 octobre, à Lutteren.

Grenoble, 8 octobre.

La ville de Grenoble est mise en état de siège à partir d'aujourd'hui.

Les travaux de défense de la ville sont achevés.

Grenoble peut soutenir un siège pendant très-longtemps, si les Prussiens l'investissent.

DERNIÈRES NOUVELLES

Bruxelles, 7 octobre.

Les blessés français continuent à arriver en Belgique.

Les nouvelles du quartier général prussien portent qu'un nouveau corps d'armée est en formation.

Les Prussiens se font fort d'empêcher l'apparition d'une armée française au secours de Paris.

Ils prétendent que la reddition de Soissons et de Mézières est prochaine.

Enfin ils annoncent que le bombardement de Paris commencera dès que les canons de siège seront au complet; et qu'alors ils attaqueront avec une extrême vigueur.

Saint-Quentin, 7 octobre, minuit.

Les Prussiens sont signalés à trois lieues de Saint-Quentin.

Je sais qu'ils attaqueront la ville à quatre heures du matin.

J'irai à leur rencontre avec les gardes nationales.

Les sapeurs-pompiers défendront la ville derrière les barricades.

Nous ferons tous notre devoir en vrais républicains.

LE MARÉCHAL BAZAINE

Il est un homme de guerre dont le rôle est bien extraordinaire dans la lutte acharnée qui est engagée entre la France et l'Allemagne.

Bloqué dans une forteresse depuis un mois et demi, il fait plus de mal à l'ennemi que s'il était en pleine campagne.

Terreur des Prussiens, espoir des Français, il est l'objectif de l'une et de l'autre partie belligérante.

Les Français ne pensent qu'à le délivrer lui et ses 100,000 hommes.

Les Prussiens n'ont d'autre préoccupation que de l'empêcher de se soustraire à leur blocus.

Cet homme, c'est le maréchal Bazaine.

Les ressources de son génie militaire sont infinies. Peut-être ne reste-t-il aussi longtemps sous Metz que parce qu'il retient en même temps une formidable armée prussienne; peut-être son apparente inaction est-elle calculée; peut-être ap-

Andrions-nous bientôt qu'après avoir
l'armée du prince Frédéric-Char-
le maréchal Bazaine est arrivé comme
traverse sur les derrières de l'armée
de Paris, faisant une trouée dans leurs
rangs et rendant possible le ravitaille-
ment de la capitale.

Ayons confiance en le maréchal Ba-
zaine.

Les réflexions nous sont inspirées par
les nouvelles suivantes, reçues par la
Liberté :

Maubeuge, 3 octobre.

Les émotions incessantes.
Nouvelles de Metz, successives, mais contra-
dictoires.

Aujourd'hui on nous annonce que Bazaine
est sorti de Metz avec 60,000 hommes et aurait
gagné Thionville.

La qui est positif, c'est que le général Lad-
rault était le 28 octobre à Thionville.

Faits non moins certains : sorties de Bazaine
les nuits, pendant lesquelles il fait
souffrir aux Prussiens des pertes considéra-
bles.

C'est ce qui explique le silence des dépêches
prussiennes touchant les opérations militaires
autour de Metz.

Le gouvernement provisoire de Tours fait au
maréchal Bazaine des propositions pour le dé-
laisser à prendre le commandement militaire de
la France.

Vienne (Autriche), 5 octobre.

Une communication confidentielle des agents
diplomatiques de la confédération de l'Allema-
gne du nord aux cabinets européens, fait con-
naître que, dans la pensée du roi de Prusse, la
guerre ne peut être rétablie et avoir des chances
de succès que si, au bas du traité, se trouvent
les signatures des maréchaux actuellement de-
mandés.

Le nom du maréchal Bazaine revient fré-
quemment dans cette communication de même
qu'il est sans cesse dans la bouche du roi de
Prusse.

Le roi Guillaume fait le plus grand éloge de
Bazaine qui, sous les murs de Metz, retient de-
vant lui le meilleur des hommes de guerre de
l'Europe, le prince Frédéric-Charles et 250,000
hommes d'élite.

ARRIVÉE DE GARIBALDI

Marseille, 7 octobre.

Garibaldi était attendu aujourd'hui à
Marseille du soir.

Les grands préparatifs avaient été faits
pour sa réception.

A 1/2 h., il n'est pas encore arrivé.
On dit qu'il a débarqué à Toulon.

Marseille 7, 41 h., soir.

Garibaldi est arrivé à 10 heures.
Il a reçu un accueil enthousiaste.
L'ordre est parfait.

GUILLAUME I^{er} LE JUSTICIER

Les dépêches prussiennes nous ont ac-
cablées à toutes les surprises, à toutes les
nouvelles, à tous les mensonges.

En voilà une qui dépasse tout ce
que l'imagination la plus pervertie peut
imaginer de plus révoltant et de plus écon-
omique.

Une dépêche prussienne de Bruxelles
donne ce qui suit :

Le roi a donné 5,000 thalers aux né-
cessiteux de Strasbourg !

Avez-vous compris ?
Avez-vous saisi tout ce qu'il y a d'hy-
pocrisie et d'insultant dans cette miséra-
ble aumône jetée à ceux que le vieux roi
avait réduits à la dernière misère ?

Et qui les a faits, ces infortunés néces-
siteux ?

Qui les a rendus misérables, pauvres ?
Qui a détruit leurs maisons, tué les
membres des familles ?

Qui les rançonne aujourd'hui, ces in-
fortunés ?

Qui les affame, les réduits à la disette ?
Qui leur enlève le pain ?

Qui les fait périr de faim et de priva-
tion ?

Qui a privé des mille d'entre eux de tout
bien-être, du dernier abri ?

Qui a anéanti sans nécessité le bien-
être, la prospérité de milliers de femmes,
d'enfants innocents ?

Et sont les soldats du roi Guillaume.
Après avoir ruiné, anéanti, — comme

l'auraient fait les Barbares des premiers
siècles, — cette ville où ses hordes ont
causé pour 50 millions de dommages,
Guillaume jette aux nécessiteux de la
malheureuse cité la dérisoire aumône de
5,000 thalers !

O roi Guillaume, tu t'intitules le *justi-*
cier ! mais au-dessus des vainqueurs et
des vaincus, il y a le grand justicier, il y
a Dieu !

Roi hypocrite et barbare, comme au-
trefois le grand templier appela Philippe-
le-Bel au tribunal de Dieu, dans l'année;
de même aussi les cris des orphelins et
des veuves, victimes du bombardement
de Strasbourg t'appellent devant le
juge suprême.

Il jugera le *justicier*, il jugera ceux
qui ont pris part à ces atrocités.

Et alors la justice divine décidera ce
que pèseront les cinq mille thalers en
face des ruines et de la désolation amon-
celées à Strasbourg !

CAPITULATION DE STRASBOURG

RÉCIT D'ENSEMBLE.

(Voir le numéro d'hier)

Reprenons ce pénible récit. Nous avons de-
mandé à la personne qui nous communiquait
ces détails, de quelle façon nos soldats et nos
artilleurs avaient pu se créer des abris et échap-
per à cette pluie incessante de fer et de feu ?

Voici sa réponse :
Dès les premiers jours de siège, les abris na-
turels ont été reconnus insuffisants. La garni-
son, vu le manque de casemates, s'est immédia-
tement employée à creuser dans les remparts,
des tranchées recouvertes de troncs d'arbres et
de terre.

C'est dans ces fosses improvisées que nos
tirailleurs se sont blottis. De temps à autres,
quelques uns d'entr'eux sortaient à la dérobée
de leur retraite, visaient à la hâte, essayaient
un feu de peloton, puis rentraient recharger
leurs armes. Grâce à la témérité courageuse de
nos soldats, la garnison a pu ainsi faire beau-
coup de mal aux assiégeants, sans être elle-
même trop cruellement éprouvée.

De nombreuses sorties ont eu lieu : il paraît
inexact qu'aucun assaut ait été livré.

Mais ce qui est certain, c'est que les Prus-
siens avaient l'ordre de ne plus attendre ; ce
qui est certain aussi, c'est qu'après les brèches
ouvertes, l'assaut eût été désastreux.

On se demande s'il était utile d'affronter
cette dernière lutte, sans aucune chance de
succès ; s'il était utile de risquer le massacre de
cette garnison héroïque ; d'exposer la popula-
tion, si douloureusement frappée déjà, au ter-
rible danger d'une prise d'assaut.

A dix heures et demie la population, rési-
gnée et convaincue, quitta les remparts pour
rentrer dans la ville. Une proclamation du gé-
néral Urich venait d'être affichée. Elle remer-
ciait, en termes émus, l'armée, la garde natio-
nale et les habitants. Elle constatait que cha-
cun avait fait son devoir.

Une deuxième affiche fut bientôt posée.
Celle-là portait la signature d'un des hommes
les plus aimés et les plus respectés de la démoc-
ratie strasbourgeoise ; M. Küss, professeur à la
Faculté de médecine, maire de Strasbourg.

Cette nouvelle communication annonçait
que, vu l'impossibilité de la résistance, vu l'exis-
tence de deux brèches officiellement constatées,
une capitulation, honorable pour la ville de
Strasbourg et pour ses défenseurs venait d'être
conclue.

Elle ajoutait que, dans la matinée du 28
septembre, à onze heures, la garnison quitterait
la ville. Une demi-heure plus tard devait
avoir lieu l'entrée des assiégeants. Le maire
recommandait à la population de conserver
l'attitude digne et fière qui lui avait valu l'admira-
tion du monde entier, et d'éviter de nouvelles
manifestations agressives qui pourraient amener
de nouveaux malheurs.

A onze heures, 150 soldats ennemis, précédés
de quatre officiers à cheval, firent leur en-
trée par la porte du faubourg National. Ils
avaient pour ordre de garder la porte et de
laisser défiler entre leurs rangs nos troupes
prisonnières.

Peu d'instants après, un officier prussien,
entouré de 4 hommes armés jusqu'aux dents,
apparut à l'entrée du faubourg et suivit les
rues qui conduisent à l'hôtel de la division mi-
litaire.

Cet officier tenait en main un revolver chargé
dont la bouche était dirigée du côté de la
foule.

Cette attitude, ces mesures de méfiance, indi-
guent la population. Des cris, des huées sor-

tirent du sein des groupes ; quelques pierres
même furent lancées.

C'est une justice à rendre à cette escouade de
mauvais augure que, malgré la façon dont elle
était armée, elle n'essaya point de répondre.

L'armée prussienne sait à quoi s'en tenir sur
les sentiments que l'Alsace nourrit à son égard ;
une prudence élémentaire lui commande de ne
pas pousser à bout un peuple désespéré.

Dès que l'ennemi eut pris possession de la
division, les préparatifs commencèrent pour la
sortie de la garnison.

Ce fut, dit notre correspondant, un de ces
spectacles dont un cœur patriote conserve éter-
nellement le souvenir. Avant de gagner la
place Kléber, où la concentration devait avoir
lieu, les soldats, pâles de fureur et de tristesse,
brisaient leurs armes et en jetaient les débris
au loin. Une foule innombrable les entourait ;
toutes les mains se tendaient vers eux, tous les
cœurs battaient, tous les yeux étaient remplis
de larmes.

On ramassa dans les rues, quelques heures
après, plus de 15,000 fusils hors de service.

A onze heures, les clairons annoncèrent que
les troupes allaient quitter la ville. Les fran-
c tireurs, prisonniers sur parole, ouvraient la
marche ; en tête de la compagnie marchait leur
brave commandant, M. Lies-Bodard, professeur
de chimie à la Faculté des sciences, qui, dès le
début du siège, s'était offert à payer de sa per-
sonne et à combattre au premier rang.

Les différentes troupes venaient ensuite. Le
défilé dura deux heures. Pendant toute la du-
rée de ce douloureux départ, l'émotion était
général. Tout le monde pleurait.

Arrivés à la porte, nos soldats se retour-
naient, l'un après l'autre, pour pousser,
comme dernier adieu, le cri de : *Vive la
France !*

A peine la garnison sortie, les troupes ba-
doises et prussiennes firent leur apparition.

Leur attitude paraît avoir été satisfaisante.
La population s'est tue, et, dans plusieurs
quartiers, elle s'est tenue complètement à
l'écart.

La question des logements, qui préoccupe
toujours les chefs de l'armée prussienne, fut
cette fois bientôt résolue.

Après avoir détruit sans pitié toute la ville,
les assiégeants n'espéraient pas sans doute y
trouver des maisons pour l'abri. Presque tous
les soldats durent camper sur les places pu-
bliques.

L'une de nos plus vives préoccupations était
de savoir où la population incendiée avait pu
trouver refuge, et comment les vivres avaient
été distribués aux indigents.

Notre compatriote nous a répondu en faisant
le plus vif éloge de la commission municipale.

Les hommes de cœur, qui avaient pris la di-
rection des affaires, ont fait preuve d'un dé-
vouement et d'une activité qui ne se sont pas
relâchés jusqu'au dernier instant.

C'est ainsi que, par leurs soins, les négo-
ciantes ont été invitées à déposer leurs marchan-
dises sur les places publiques pour diminuer
les risques d'incendie.

C'est ainsi encore que les boulangers et les
épiciers ont été priés de vendre leurs mar-
chandises d'après un tarif fixe. Grâce à cette
mesure, la livre du pain noir coûtait un cen-
time de moins qu'en temps ordinaire. La livre
de sucre ne coûtait que 12 sous, la livre de
café 1 franc.

En revanche, la viande était hors de prix :
5 ou 6 francs la livre.

Le sel aussi faisait défaut dans les premiers
temps. Grâce encore à la prévoyance infatiga-
ble de la commission municipale, cette disette
cessa bientôt, les approvisionnements de sel de
la manufacture des tabacs ayant été confisqués
au profit de la population.

Les indigents furent nourris gratuitement.
Des restaurants populaires avaient été insti-
tués dans tous les quartiers.

La municipalité songea même à ménager la
délicatesse de ceux que leur situation morale
empêchait d'accepter des dons gratuits. Des
mesures furent prises pour que les « pauvres
honteux » fussent nourris au prix de 40 centi-
mes par jour : 25 centimes le dîner, et 20 cen-
times le souper. Ces repas comprenaient une
certaine quantité de viande, de la viande de
cheval, bien entendu, car on ne mangeait plus
de bœuf, qu'après les sorties des francs-tireurs,
qui parvenaient, de temps à autre, à s'emparer
de quelques têtes de bétail.

Notre compatriote, disons-le en passant,
nous a répété à plusieurs reprises que les
francs-tireurs avaient su conquérir, par leur
courage, l'estime et la reconnaissance de tout
Strasbourg. Leurs sorties avaient lieu chaque
matin à quatre heures ; ils ne sont jamais ren-
trés sans avoir fait subir des pertes sérieuses à
l'ennemi.

Quant à la question des abris installés pour
les réfugiés, voici les renseignements qui nous
ont été donnés.

(La fin à demain.)

(Industriel alsacien.)

LA DÉFENSE NATIONALE

L'élan patriotique a donné dans la plu-
part des départements d'excellents résul-
tats. Partout des emprunts ont été votés,
chaque département a tenu à honneur
de concourir à la défense nationale.

Voici le premier relevé de ces em-
prunts que nous trouvons dans les docu-
ments officiels :

Lyon	10.000.000
Marseille	10.000.000
Ile-et-Vilaine	700.000
Maine-et-Loire	400.000
Loire-et-Cher	480.000
Sarthe	1.000.000
Vendée	1.800.000
Hérault	1.000.000
Bayonne	300.000
La Rochelle	140.000
Le Havre	1.000.000
	26.000.000

Ce n'est certes pas un total que nous
donnons, c'est une première liste.

LETTRES DE TOURS

(Correspondance particulière du Petit Journal.)

Tours, le 6 octobre 1870.

A la bonne heure ! Nous commençons à nous
ennuyer, de ne recevoir aucune nouvelle de
guerre. On s'est battu hier à Tourny. Nous avons
forcé à la retraite un corps de 3,000 Prussiens.
Ce n'est pas une bataille, mais ce n'est plus un
simple combat d'avant-garde.

Nous sommes sevrés depuis si longtemps de
toute victoire, que ce succès, quoique relatif,
a causé un assez grand enthousiasme ici. Notre
colonie de militaires, de politiques errants, de
journalistes, fort impressionnable comme toute
société d'exil, se reprend à espérer.

L'armée de la Loire a maintenant commencé
ses opérations. Dieu veuille qu'elles soient con-
duites avec célérité.

Vous connaissez ce charmant homme qui a
fait si souvent rire et pleurer vos lecteurs, Pon-
son du Terrail, le plus rude chasseur de France
parmi les romanciers ; il est dans la forêt d'Or-
léans, sa chère forêt, comme il l'appelle, avec
une compagnie d'éclaireurs.

Comme l'épée ne doit pas faire oublier la
plume, il se propose de publier le bulletin de
sa campagne. On se souvient que Ponson du
Terrail était, en 1848, officier de la garde mo-
bile. Il a entendu siffler à ses oreilles les balles
des émeutiers, pendant les Journées de Juin.
Rocambo a bien risqué de ne pas voir le jour.

Quand les Français sentiront-ils l'indignation
qui fait les héros comme les poètes, envahir
leur cœur. Epéron a été pris par les Prussiens
et pillé de fond en comble.

La rage de ces sauvages d'outre-Rhin semble
grandir dans le succès. Il ne leur faut plus
seulement des vivres, du vin, des cigares, des
fourrages pour leurs chevaux, ils emportent
maintenant les tableaux, les meubles de prix,
les étoffes de magasins ; ils arrachent les ba-
gues et les boucles d'oreilles des femmes, afin
que les Germains, au fond de leur Brande-
bourg, puissent se parer de ces bijoux volés.

Plus de guerre généreuse avec cette soldates-
que ; qu'on leur déclare la guerre sainte et sau-
rage. C'est comme cela que les Espagnols vin-
rent à bout de Napoléon, qui valait bien M. de
Moltke ou le prince Frédéric-Charles.

Si l'on ne peut trouver un Masséna ou un
Davoust, qu'on cherche des curés Merino, des
Palafox, des Zumalacarre ; si les fortifi-
cations de Paris nous sont infidèles comme cel-
les de Toul et de Strasbourg, que ses maisons
soient de feu comme celles de Saragosse ou de
Moscou.

Méditons cette pensée barbare : « Dix ba-
tailles peuvent perdre un peuple, un incendie
peut le sauver ! »

Que Rochefort soit notre Rotopiskine !

Ah ! quand on sent bouillonner dans son
cœur la haine du barbare ; quand le foyer pa-
ternel est souillé par sa présence, quand les
villages sont des amas de décombres au milieu
desquels le paysan ruiné, la villageoise pleu-
rant l'outrage, disputer aux chiens leur pâ-
ture, peut-on s'occuper d'autre chose que de
vengeance et chercher, après Guizot, la meil-
leure forme de gouvernement.

Le gouvernement reçoit de meilleures nou-
velles de la guerre, d'excellentes nouvelles po-
litiques.

On travaille beaucoup à Tours. L'activité est
à l'ordre du jour. Puisse-t-elle ne plus être en-
travée.

C. F.

BULLETIN DE LA GUERRE

PARIS

Le général Ambert, qui commande la 3^e section des fortifications de Paris, s'étendant du bastion 46 au bastion 54, a été arrêté par ses propres soldats.

Dans l'après-midi de dimanche dernier, il était debout au milieu de ses officiers, qu'il avait réunis pour leur donner des instructions et leur expliquer ce qu'il y aurait à faire dans certains cas. Il fit la remarque que les nouveaux bataillons de la garde nationale, ayant été formés sur le modèle des anciens, devaient se montrer aussi bons qu'eux. Comme il exprimait le regret que les nouveaux bataillons ne pussent être armés actuellement qu'avec des fusils à piston, quelques officiers lui dirent qu'ils n'avaient pas confiance dans ces armes, et comme il ne pouvait pas répondre d'une manière satisfaisante à certaines questions, quelques mécontents des premiers rangs de la foule commencèrent à crier : « Vive la République ! »

Ces cris furent répétés de tous les côtés, dans le but d'obtenir du général qu'il dit quelque chose. Mais celui-ci répondit aux officiers qu'il ne pouvait reconnaître un gouvernement qui n'avait point été sanctionné par le suffrage universel, et que tel était le cas de la République. Immédiatement un capitaine sortit des rangs et lui déclara que, pour sa part, il ne pouvait reconnaître comme son commandant un général qui se refusait à reconnaître la République.

Quelques autres officiers appuyèrent leur camarade, jusqu'à ce que le général s'écria : « Messieurs les capitaines de la garde nationale, avez-vous la prétention de m'effrayer ? »

Les officiers s'emparèrent alors du général, et l'emmenèrent au ministère de l'intérieur, où on approuva leur conduite.

Le général Trochu a déclaré depuis à ces officiers qu'ils avaient parfaitement bien fait, et qu'il avait destitué le général Ambert de son commandement.

Le général est toujours dans les mains de l'autorité.

UN COUP DE MAIN.

L'affaire suivante n'a encore été racontée nulle part en France, que nous sachions. Elle offre d'autant plus d'intérêt que c'est un journal allemand qui nous la révèle :

Le *Trierer Zeitung* rapporte que le 20 septembre un convoi de vivres, destiné à l'armée de Metz, a été surpris et capturé par des troupes françaises à Koenigsmacher, en France, non loin de la frontière allemande.

D'après les dires des charretiers qui sont parvenus à s'échapper, le convoi se composait de 192 voitures et était escorté par six soldats de la landwehr, commandés par un sous-officier.

A Koenigsmacher, le convoi fut attaqué par un détachement français, auquel se joignirent les paysans de ce village. Un petit détachement de hussards, qui faisait une reconnaissance aux environs, accourut, mais se trouva trop faible contre les nombreux ennemis.

Un homme de l'escorte et le sous-officier furent faits prisonniers. Sur les 300 charretiers qui accompagnaient le convoi, 49 seulement avec 13 chevaux et 2 charriots parvinrent à

s'échapper. Les autres furent forcés de transporter leur cargaison à Thionville. Un de ces derniers parvint à s'évader et à retourner à Trèves. Le 24, deux compagnies de la landwehr partirent pour Koenigsmacher pour procéder au châtiment des coupables.

Le 23, au matin, 52 voitures capturées revinrent à Trèves. On les avait remis en liberté à Thionville. (France).

NOUVELLES DE LYON.

Par décision du Conseil municipal, en date du 7, le tir du Grand-Camp est supprimé par mesure de prudence.

Il paraît que les balles des tireurs, passant par dessus la digue, allaient menacer les nombreux ouvriers qui sont occupés, près de là, aux travaux de défense.

Dans la même séance, le Conseil a été saisi de la question de savoir si la corporation religieuse dite des dames de la Trappe, dont la maison-mère est en Allemagne, devra être plus longtemps autorisée à faire des sépultures dans les propriétés qu'elle possède, ce qui constitue un privilège contraire aux règlements.

Renvoi a été fait de cette affaire à la mairie, pour l'étudier à fond et la soumettre, de nouveau au Conseil, après examen.

L'impôt proportionnel de 0,25 c. par 100 fr., sur cotes mobilières et immobilières dont nous parlions dans notre précédent numéro, a été voté par le Conseil municipal, dans sa dernière séance, pour la fin de l'exercice.

Le Midi se remue.

Hier, une magnifique compagnie de francs-tireurs a traversé Lyon, venant de Nîmes (Gard), et se rendant à Belfort. Ces 150 hommes, solides, résolus, avec leur superbe costume en velours brun, orné sur la manche gauche des armes de la ville de Nîmes, faisaient plaisir à voir. On sentait, à leur aspect, que le patriotisme n'a pas dit, à beaucoup près, son dernier mot en France.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Préfecture du Rhône

EMPRUNT DE 750 MILLIONS

Augmentation du taux de l'escompte sur les versements par anticipation.

Le préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

Donne avis

Que, par un arrêté de M. le ministre des finances, en date de Paris 27 septembre dernier, « l'intérêt bonifié pour les versements anticipés, soit pour l'intégralité de ou un plusieurs termes, soit pour la libération entière d'un certificat de l'emprunt, quel qu'en soit le montant, est porté de 5 p. 100 à 6 p. 100.

Les receveurs des finances sont autorisés à recevoir les termes de l'emprunt, lors même que les parties n'auraient pas encore échangé leur récépissé provisoire contre les certificats d'emprunts. Dans ce cas, la constatation des versements aura lieu au verso des récépissés.

II
Elevation de l'intérêt des bons du Tré-

sor. — Création de bons à un et deux mois.

Une note insérée au *Journal officiel* du 29 septembre dernier, autorise la création de bons du Trésor à un et deux mois. Elle est ainsi conçue :

Sur la demande qui en a été faite et pendant la durée du siège, le Trésor recevra les sommes qui lui seront versées contre des bons à courte échéance, savoir :

Echéance d'un mois avec intérêts à 5 p. 100,

Echéance de deux mois avec intérêts à 5 et demi p. 100.

L'intérêt des bons ordinaires de trois mois à un an est fixé à 6 p. 100.

L'exécution des dispositions ci-dessus aura lieu à partir de la publication du présent avis.

Lyon, le 7 octobre 1870.

Le Préfet du département du Rhône,
Commissaire extraordinaire de la République,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

COMMUNE DE LYON.

Par délibération en date du 6 octobre, le Conseil municipal a décidé qu'à dater de ce jour, 7 octobre, la délivrance exclusive des bons de secours, subsistances et autres, est uniquement réservée aux bureaux d'assistance des mairies des six arrondissements. Tous autres bons ne seront pas remboursés par la caisse municipale.

Pour le maire :

L'adjoint délégué,
CONDAMIN.

1^{re} LEGION DE MARCHÉ

DU RHONE

ORDRE

A mesure que le conseil de révision aura opéré dans chaque quartier, les hommes reçus seront formés par compagnie de 165 soldats et placés sous le commandement d'un officier désigné provisoirement par le colonel chef de la légion.

Cet officier dressera immédiatement l'état nominatif de ces 165 hommes et en aura l'administration provisoire jusqu'à l'élection des différents grades. Tous les hommes de la légion, qui se croiront capables de commander à l'exercice, seront inscrits sur un contrôle spécial tenu par l'officier provisoire. Chacun de ces aspirants sera tenu à commander, et une note portée par l'officier en regard de son nom indiquera, chaque fois, l'appréciation de l'officier sur le mérite du candidat.

Les exercices préparatoires pour les élections dureront huit jours. On s'exercera deux heures le matin (de sept heures à neuf heures), et deux heures le soir (de trois heures à cinq heures).

Les élections auront lieu par compagnie, au scrutin secret et de liste pour chaque grade. Les chefs de bataillon seront nommés par les officiers.

Aussitôt qu'une compagnie de 165 hommes sera organisée, elle prendra un numéro d'ordre, et recevra immédiatement une couverture et un chassepot par homme.

Le capitaine Niel, ayant déjà organisé une compagnie de 165 hommes, en prendra le commandement provisoire, et sa compagnie recevra le numéro de 1^{re} compagnie du 1^{er} bataillon.

En s'adressant pour la première fois à la

légion, le colonel fait appel au patriotisme et au bon vouloir de tous. La tâche qu'il a acceptée est grande. Il compte réussir, et espère qu'avant peu la légion du Rhône pourra marcher à l'ennemi.

Le colonel, CELLER.

Un vieillard, le sieur Maurice Pradat, âgé de 55 ans, demeurant rue de la Butte, 18, et une petite fille de deux ans et demi, appartenant à la veuve Baguette, ont disparu le même jour.

L'enfant, laissée un court instant, par sa mère, au coin du pont du Palais-de-Justice, n'a pas été retrouvée par elle, à son retour de la plate, où elle était descendue.

SOCIÉTÉ DE SECOURS

ALSACIENNE ET LORRAINE

Cette œuvre éminemment patriotique reçoit chaque jour de nouvelles adhésions, elle cherche, comme nous l'avons dit, à atténuer au moyen de souscription, les misères et les souffrances de nos compatriotes de l'Alsace et de la Lorraine, victimes de l'invasion allemande.

L'administration de l'exposition universelle de Lyon, a gracieusement offert ses bureaux pour établir le siège de la société de secours.

Cette offre généreuse a été acceptée avec reconnaissance; à partir de ce jour, tous les dons en espèces et en nature seront reçus dans les bureaux situés place Impériale, 44, au premier étage.

Nous applaudissons vivement à la généreuse initiative du comité formé dans ce but, et invitons tous les hommes de cœur à lui donner leur concours.

Il y a de grandes souffrances à soulager et c'est un devoir pour tout Français d'accourir au secours de tant d'infortunés.

Jetez un regard sur toutes ces ruines, sur ces malheureuses familles privées de protecteurs et n'ayant pas même un gîte où reposer leur corps malade et affaibli, sur ces mères et sur ces enfants à peine vêtus et frissonnant déjà des premiers froids. Songez à toutes les horreurs et à toutes les calamités que la guerre engendre, et vous comprendrez la grandeur de votre tâche d'humanité et de patriotisme. Faisons-nous moins pour eux que cette généreuse république suisse.

La tâche du comité est lourde, immense, et ce n'est pas trop du concours de la France entière pour arriver au but qu'il s'est tracé.

Un premier secours en argent a été remis au consul suisse pour le faire parvenir au comité de secours de Bâle. D'autres suivront rapidement. A l'assemblée de samedi dernier, des remerciements à la Confédération suisse ont été votés à l'unanimité.

Interprète fidèle des sentiments de l'assemblée des Lorrains et Alsaciens, le comité a adressé la lettre suivante à M. le Consul suisse :

Lyon, le 4 octobre 1870.

Monsieur le Consul,

La députation qui a eu l'honneur d'être reçue par vous, le 28 septembre, vous remercie de l'accueil cordial que vous lui avez fait, des paroles généreuses que vous lui avez adressées, et de l'assurance que vous lui avez donnée que la Suisse n'abandonnerait pas nos chers et malheureux frères de l'Alsace et de la Lorraine.

Nous avons bien reconnu là le digne représentant de la noble Suisse, de cette République indépendante dont la conduite envers nos frères infortunés fait l'admiration de la France et du Monde.

Nos compatriotes se sont encore réunis samedi

Feuilleton du 9 Octobre 1870

LE CHIEN DE SUCRE

II

Quinze sous ce magnifique chien de sucre ! quinze sous seulement ! j'avais mal entendu... c'était une dérision, une monstruosité. Le chien de sucre et la pièce de quarante sous s'étaient si longtemps balancés dans ma jeune imagination, qu'assurément ils se valaient l'un l'autre. Et encore !...

— Voilà les vingt-cinq sous qui te reviennent, précisa l'épicier.

J'eus un premier mouvement pour ne pas les prendre, mais il me les mit dans la main et, comme la boutique était en ce moment encombrée :

— Allons, dit-il en me poussant dehors, allons, les pratiques m'attendent...

Allons donc, mais il est fou, ce petit bonhomme !

Aussitôt dans la rue, je ne songeai plus d'abord qu'au chien de sucre, il était à moi... bien à moi ! je le tenais, je pouvais l'admirer tout à mon aise. Je le portais fièrement, tantôt dans une main, tantôt dans l'autre. Je l'enveloppais tout entier d'un regard passionné. Puis, tout à coup, comme j'étais arrivé sans m'en apercevoir à la porte du collège, comme il y avait des camarades qui s'approchaient je regardai une dernière fois le chien de sucre, et avec non moins de voracité que Tantale, à qui l'on eût permis un coup de dent, je le dévorai.

Ah ! que c'était bon ! l'eau m'en vient encore à la bouche. On peut m'offrir maintenant les friandises les plus recherchées, rien ne saurait me paraître aussi exquis que ce bonbon merveilleux, que ce chien tant rêvé. J'en mets au défi tous les confiseurs de Paris !

Cependant, comme mes mains étaient toutes poissées, voilà qu'en tirant mon mouchoir, les vingt-cinq sous que m'avait rendu l'épicier tombent sur le pavé.

Ces vingt-cinq sous-là étaient le revers de la médaille ; c'était ma conscience réveillée par Dieu... c'était le remords !

Je me rejetai en arrière ; je dus affreusement rougir. Je sentis par tout mon corps un douloureux frisson d'épouvante. D'abord j'avais voulu fuir, en laissant là les vingt-cinq sous ; mais on allait les voir... m'interroger... tout découvrir. Non, je les ramassai vivement ; je les refourrai tout au fond de ma poche, et avec mon mouchoir par-dessus.

Arrivant enfin, les camarades m'entraînèrent à la classe, qui commença. Je n'entendis pas un mot de ma leçon, je vous le jure, comme c'était, du reste, assez mon habitude depuis quelque temps. Mais ce n'était plus au chien de sucre que je pensais maintenant ; c'était aux vingt-cinq sous, qui me brûlaient la cuisse... qui semblaient faire que tous les regards étaient dirigés sur moi... dont j'étais plus embarrassé que jamais voleur. Le fut d'un bijou trop connu pour s'en défaire, comme jamais assassin de son poignard sanglant !

La classe se termina. Mon embarras

devenait bien plus grand encore : comment rentrer à la maison avec les vingt-cinq sous ? je n'aurais jamais osé.

Mais qu'en faire, alors ?

Un instant, j'eus l'idée de les reporter à l'épicier, mais il n'en voulait pas, le maudit homme ! Où les mettre ? où les fourrer ? où les cacher ? Je n'osais même pas y toucher... j'en avais peur !

Afin de réfléchir en liberté, j'entrai dans une église qui se trouvait presque contiguë avec le collège.

J'avais fait ma première communion l'année précédente : j'avais le cœur tout plein encore de ces douces idées religieuses dont elle fleurit les jeunes âmes.

Un vieux prêtre, qui m'avait instruit, passa précisément devant moi, se dirigeant vers un confessionnal, dans lequel il entra.

Après le diable, le bon Dieu se mettait évidemment de la partie.

Une idée soudaine me descendit dans le cerveau, me précipita vers le confessionnal où, comme un grand coupable

soir, premier de ce mois, pour chercher à atteindre le but que vous connaissez.

Là, nous aimons à vous le dire, monsieur le consul, les sentiments de reconnaissance pour la Suisse se sont manifestés de la manière la plus chaleureuse, et votre noble et généreuse nation a été acclamée avec enthousiasme comme elle le mérite d'ailleurs, à plus d'un titre.

La Commission aura l'honneur de se mettre en rapport avec vous, monsieur le Consul, pour aviser au moyen de venir au secours, de la manière la plus efficace, à ces intéressantes populations, qui ont déjà tant souffert, et qui peut-être auront encore à souffrir.

Nos larmes et nos regrets les plus profonds à Strasbourg, notre admiration pour ses courageux et immortels défenseurs, notre reconnaissance éternelle à votre nation, qui leur a offert une seconde patrie.

Nous sommes heureux, monsieur le consul, d'être en cette circonstance, les interprètes des sentiments de tous nos compatriotes.

Les membres du Comité.
(Suivent les signatures).

M. le Consul a paru fort ému de cette démarche, et a vivement remercié les membres du Comité, et a ajouté qu'il transmettrait à ses compatriotes les précieux témoignages de sympathie dont ils ont été l'objet au sein de la Société de secours Alsacienne et Lorraine.

NOUVELLES GÉNÉRALES

Turin, 7 octobre. — On sait de bonne source que le gouvernement italien a pris l'initiative de déclarations démentant catégoriquement tout projet de revendiquer Nice.

Marseille, 7 octobre. — Mille volontaires garibaldiens sont arrivés à Chambéry.

D'après une dépêche de Bruxelles, le journal *La Situation*, organe des impérialistes, qui paraît à Londres, ne serait ni inspiré par M. Rouher, ni rédigé par M. Dréole, mais simplement créé et rédigé par M. Gabriel Hugelmann, l'auteur du *Nouveau Cid*, qui fut si mal accueilli au Vaudeville, il y a deux ans.

Florence, 7 octobre. — Un violent tremblement de terre a dévasté les Calabres.

Il y a beaucoup de victimes.
Les villes de Mangone, Crati, Cellana, Congolucco sont presque entièrement détruites.
Le général La Marmora se rendra à Rome lundi.

Rome, 5 octobre. — La *Gazette du Peuple* dit que la liste civile du Pape, qui l'accepte, est fixée à 52,000 écus par mois. Le mandat, contre-signé par un membre de la junte, est payé ponctuellement.

Le *Standard* continue ses attaques contre le ministère Gladstone, auquel il reproche d'avoir, en abandonnant la France, trahi les vrais intérêts de l'Angleterre. Nous sommes maintenant, dit le journal anglais, à la merci de la Russie et de la Prusse. Que ces deux puissances s'entendent et la Grande-Bretagne ne pourra plus élever la voix dans les conseils de l'Europe.

L'Autriche est depuis longtemps trop affaiblie pour pouvoir seconder l'Angleterre; et

voici maintenant la France, notre fidèle alliée, mise pour longtemps peut-être dans l'impossibilité de joindre ses efforts aux nôtres pour arrêter la marche des Russes sur Constantinople. Voilà les résultats de l'indifférence de M. Gladstone.

LES PRUSSIENS A VERSAILLES

Le docteur Russel, le célèbre correspondant du *Times*, a adressé à ce journal la pittoresque description qui suit :

« 21 septembre.

En face de la nouvelle préfecture qui se trouve à gauche de l'avenue de Paris en venant du château, se trouvait un groupe de curieux inspectant les uniformes des gardes de service et critiquant les officiers et soldats, lesquels sont plus aisés à critiquer qu'à combattre. Sur les portes des maisons de l'avenue sont écrites à la craie des inscriptions en allemand, dans le genre de celles-ci : « Quartier-général; comte Solms et 5 chevaux; état-major, 9 officiers, 8 chevaux », et ainsi de suite jusqu'au bout de l'avenue. Par les fenêtres ouvertes et dans les cours des maisons on entend résonner des voix allemandes, et des figures et des uniformes allemands se rencontrent dans toutes les rues.

En revenant de l'hôtel du Réservoir, où j'ai trouvé le jeune prince de Mecklembourg-Strelitz, déjà remis des suites de sa chute, je me rendis au château, accompagné d'un Anglais de mes connaissances, que j'ai rencontré hier en arrivant à Versailles, et qui s'est sauvé de Paris avec toute sa famille pour éviter le siège. Le duc d'Augustenbourg flânait dans la même direction.

L'entrée du château a lieu, comme par le passé, près de la chapelle, à gauche, et les tickets pour les cannes et les parapluies pendent mélancoliquement aux clous du râtelier. Le gardien n'était pas là — plus de portier, plus de vendeurs de guides dans les galeries. — Nous nous dirigeâmes vers le jardin en longeant la Salle des Maréchaux; toutes les fenêtres étaient ouvertes, et sous chaque portrait de maréchal se trouvait un petit lit de camp en fer, sur lequel était étendu un homme blessé ou malade, endormi ou songeant peut-être aux êtres chers qu'il a laissés là-bas. Les sœurs de charité allaient et venaient parmi ces malades et si doucement que les ailes de leurs grands bonnets blancs étaient à peine agitées par la brise. C'était un spectacle qui donnait à réfléchir.

Un gros Bavarois, assis sur son séant, contemplait dans un morceau de miroir, avec l'unique œil qui lui restait, sa figure hideusement mutilée par des éclats de mitraille, pendant que le maréchal de Saxe paraissait le regarder d'un œil terrible du côté opposé; le jeune Lannes gardait un prussien malade, et Ney, tout près de là, semblait vouloir fuir le typhus; car il paraît que cette épidémie règne ici parmi les malades.

Il faisait une matinée superbe; un soleil splendide éclairait les jardins, et, par les fenêtres ouvertes, répandait ses chauds rayons dans la salle. Il serait difficile de trouver un meilleur hôpital que le château de Versailles, dont toutes les pièces sont hautes et bien aérées; en ce moment, on y trouve de l'ombre et

de la fraîcheur suffisantes pour rendre le séjour des galeries agréable.

Dans les jardins, aucune créature n'était visible; seuls, trois officiers, en uniforme prussien, traversaient en ce moment la cour, et venaient de s'arrêter au haut de l'escalier qui conduit de la terrasse aux allées. Là, ils complétaient en silence le paysage splendide qui se déroulait devant eux et allait se perdre dans les plaines plates et monotones au-delà de la route de St-Cyr.

C'était le prince de Prusse, accompagné du comte Eulenburg et du major Mischow. Les seules personnes qui se trouvaient près d'eux étaient un soldat blessé au côté, assis sur un banc au soleil, et le duc d'Augustenbourg. Le prince resta pendant quelque temps les bras croisés, l'air sérieux et pensif; puis il se tourna en silence et reprit lentement le chemin du château, dans lequel il pénétra par une porte sous la galerie de Louis XIII.

Le prince visita les blessés et les malades, s'informant de leur état et leur prodiguant des paroles de consolation et d'espoir. Il traversa ainsi toutes les salles, jusqu'à l'étage supérieur où se trouve le théâtre; il se promena à travers cette file sans fin des tableaux de bataille, que tant de gens malheureux sont forcés de parcourir pendant la saison de Paris.

Ne voulant pas nous immiscer dans la visite privée du prince, nous nous retirâmes par l'orangerie et la pièce des Suisses, puis, retournant par le côté nord du jardin, nous revînâmes dans la salle des Maréchaux, peuplée maintenant de soldats dans les sacs desquels il serait difficile de découvrir un bâton quelconque.

Nous entrâmes alors dans la cour de la chapelle, où un avis : « Priez pour les blessés, » se recommande à l'attention et au respect de tout bon chrétien.

Quand nous pénétrâmes dans ce temple splendide et quelque peu païen, nous y trouvâmes deux soldats prussiens, la figure tournée vers l'autel; et l'Anglais qui m'accompagnait s'agenouilla sur les dalles et pria pour ceux qu'il n'avait jamais vus, et peut-être aussi pour des amis qu'il espérait revoir un jour.

Entrant alors dans l'aile qui contient la galerie historique de la France, nous rencontrâmes de nouveau le prince, mais cette fois, il était accompagné du duc de Cobourg et de quelques officiers de son état-major, et examinait avec intérêt les grandes toiles représentant les batailles de Rocroy, de Namur, etc. Nous le rencontrâmes encore, à notre insu, en quittant le théâtre; il nous arrêta et, ayant appris ce qu'était mon compagnon, il se montra très-curieux de connaître l'opinion d'un Anglais sur ce qui se passait à Paris; cette opinion fut que Paris se défendrait jusqu'à la fin, et qu'il était amplement approvisionné pour nourrir deux millions de bouches pendant deux mois.

Quelles pensées durent agiter le prince quand il visita, dans de pareilles circonstances, les lieux qu'il avait jadis parcourus quand il était l'hôte de l'ex-empereur? Personne ne peut le dire; ce qui est certain, c'est que si la paix pouvait être faite demain, à des conditions acceptables pour l'Allemagne, aucun homme ne verrait avec plus de bonheur cesser ces massacres, que le prince de Prusse.

Les vieux serviteurs, qui restent dans ce château, portent tous le brassard avec la croix rouge. Ils traitent le prince avec respect, mais sans servilité, et un employé quelconque l'ac-

compagne toujours dans ses visites; la grande galerie, dans laquelle fut donné le bal à l'occasion de la visite de la reine de Prusse à l'empereur, est remplie de lits occupés par des blessés; en grande partie des Prussiens et des Bavares.

Au lieu de plumes, de satins et de diamants, on voit aller et venir, dans tous les sens, les coiffes blanches et les robes noires des sœurs de charité; les courtisanes et les personnages de la cour, sont remplacés par des médecins et des infirmiers; à l'extérieur, comme à l'intérieur, Versailles est transformé, et des spectacles pareils à ceux qu'il présente aujourd'hui ne peuvent avoir été préparés que par la baguette du plus puissant des déshérents — la Guerre.

Dans les rues, qui sont si effrayantes dans leur silence, que le bruit sonore de vos pas vous fait parfois tressaillir, on trouve les proclamations habituelles : « Rameau, maire élu, » engage la population à prendre des mesures de sécurité contre l'ennemi. Elle ne doit épargner aucuns sacrifices — couper les arbres, abattre les murailles — pour mettre la place en état de défense. Il y aura une revue de la garde nationale le 14 septembre, à une heure, sur la place d'Armes. Les mobiles, les sédentaires et toutes les classes diverses de la conscription sont informées de leurs devoirs et de leurs obligations. La République est proclamée, l'empire aboli, et sous les affiches au timbre de la nouvelle administration on voit sortir encore des « décrets », des « arrêts », des « Nous, Napoléon III », et des dépêches télégraphiques; — le ministre de l'intérieur au préfet de Seine-et-Oise — publiant les victoires prodigieuses des Français.

— Au moment où j'écris, il y a un grand mouvement dans la rue. Un détachement de lanciers — vous avez eu des uhlands assez souvent — galoppe vers le quartier général du prince de Prusse, leurs chevaux sont fumants et poudreux. Trois ou quatre canons rompent le silence qui règne depuis ce matin. Des patrouilles vont et viennent, mais ces bruits n'étonnent plus, le feu des canons semble être devenu la condition normale de la vie, seulement on est inquiet des nouvelles qu'on ne peut obtenir.

— Les derniers bruits qui circulent quand je termine ma lettre, sont que les Français ont abandonné Châtillon, et que les Prussiens se sont emparés de Meudon, mais je n'accorde jamais de crédit qu'à ce que je vois par moi-même, et comme je ne vois que peu de chose je suis dans dans un état de doute permanent. On disait aussi hier, que le Mont-Valérien avait été pris ou évacué, mais dans mon opinion, il coulerait encore beaucoup d'eau sous le Pont-Neuf avant qu'on en arrive là. On croit ici que les gardes mobiles qui se sont retirés trop précipitamment à Bièvre, ont été fusillés à leur retour à Paris, mais qui peut renseigner exactement la population de Versailles sur ce qui se passe? On a laissé ici quelques Anglais, mais leur condition n'est pas agréable, car le pain n'est pas abondant, le lait n'est souvent pas accessible, et le charbon est rare.

Pour tous les articles non signés : ENRARD.

Imprimerie P. Mougin-Rusand, rue Stella, 3.

aux bois, je fis en sanglotant l'aveu de tous mes crimes.

Le prêtre, un bon vieillard à cheveux blancs, ne me répondit rien; mais sortant du confessionnal, il m'entraîna par la main vers la porte de l'église où nous arrivâmes bientôt, lui souriant, moi tremblant.

Là, sur les marches, se trouvait un aveugle. Devant cet aveugle, un chien... un caniche aussi qui, dans sa gueule, non moins rose que celle de ma victime, tenait une sèbile en bois.

— Mon enfant, me dit alors le bon vieillard, Dieu pardonne à l'aumône. Devines-tu où tu dois cacher ces vingt-cinq sous qui pèsent tant à ta conscience?

Ah! oui, j'avais deviné! Déjà l'argent du crime était dans la sèbile de l'aveugle.

J'eus aussitôt dans l'âme un de ces fanatismes de vertu qui font que, pour racheter une peccadille, une seule expiation ne semble pas suffisante et qu'il en faut d'autres encore, toujours d'autres!

Je remontai donc vivement les marches, et je dis au prêtre :

— Me voilà délivré de ces vingt-cinq sous-là; mais la pièce de quarante sous?

— Bien! bien! fit le vieillard, tu comprends que cela ne suffit pas. Tu voudrais, n'est-il pas vrai que la pièce de quarante sous se retrouvât dans le tiroir?

— Oh! oui. Mais, hélas! ça ne se peut pas!

— Qui sait?

Et le prêtre fit en même temps un angélique sourire.

— Que faut-il pour cela? m'écriai-je. Oh! parlez!

— Travailler! me répondit-il, travailler avec la ferme volonté d'avoir le prix d'excellence au concours du semestre.

— Et ça fera revenir la pièce de quarante sous?

— Obéis, conclut mystérieusement le bon vieillard, telle est la seconde pénitence que je t'impose. Obéis, et espère! Trois semaines après, j'avais le prix.

— Je suis contente, bien contente! me dit en m'embrassant ma mère.

Et, pour récompense, elle me donna quatre pièces de dix sous. Juste mon compte! Mais en cette monnaie, cependant, ça ne faisait pas mon affaire.

— Ma mère, lui dis-je en rougissant quelque peu, au lieu de ces quatre pièces-là ne pourrais-tu pas m'en donner une seule, une de quarante sous?

— Volontiers!

Comme je remontai vite à ma chambre! Avec quelle joie je reposai cette pièce de quarante sous juste à la place de l'autre, au beau milieu du tiroir!

Mais, chose étrange, le soir même elle avait disparu.

Les vacances qui précèdent Pâques s'écoulèrent. Le grand jour arriva.

En rentrant de vêpres, je trouvai ma mère qui tenait dans ses mains un nouveau cadre que je ne lui connaissais pas, et qu'elle paraissait contempler avec une émotion extrême.

Je m'approchai, je regardai... Quel étonnement! En haut du cadre, la pièce

de quarante sous; plus bas, sur une même ligne, les vingt-cinq sous de l'épicière, les mêmes! Oh! je les connaissais si bien!

— Je les ai rachetés à l'aveugle! dit en m'embrassant ma mère.

En même temps, entra le vieux prêtre qui nous regardait avec ce même sourire que je lui avais déjà vu sur les marches de l'église.

Je compris tout.

Prêtre intelligent! bonne et douce mère! oh! pourquoi tous les hommes n'ont-ils pu recevoir dans l'enfance une semblable leçon!

Non-seulement je venais d'être corrigé du vol, mais j'avais appris en même temps le travail et la charité.

Un dernier mot.

Depuis cette époque, j'ai toujours adoré les caniches... les vrais! mais j'ai pu me décider à en manger un second... de sucre.

Ch. DESLYS.

FIN.